## Pierre-André ROMANENS

Entrepreneur vaudois (député au Grand Conseil)

Seul le texte prononcé fait foi

Un réseau d'autoroute fonctionnelle n'est pas un luxe mais une nécessité pour maintenir l'activité économique, en particulier pour les petites et moyennes entreprises dont les marges peuvent vite être grignotées par les coûts de transport. En Suisse, environ 70 % du fret transite par l'autoroute. Il est donc crucial d'éviter que ces voies de transport soient chroniquement saturées au point d'en devenir dysfonctionnelles.

Ces dernières années, l'environnement de travail des entrepreneurs est devenu de plus en plus compétitif. Les délais constituent en particulier un défi qu'il devient de plus en plus difficile à relever. En effet, pour les entreprises actives sur l'Arc lémanique, la congestion du trafic, notamment sur l'axe Nyon-Genève, ne cesse de prendre de l'importance. Il faut rappeler que l'autoroute A1 était initialement prévue pour 20'000 passages par jour et que nous en comptons aujourd'hui bien plus de 80'000! Pour les entrepreneurs, cette congestion chronique est devenue un facteur d'incertitude majeur et, du point de vue pratique, un casse-tête de plus en plus pénible, en particulier pour les services logistiques.

Ces difficultés se font particulièrement ressentir dans certains domaines économiques, tels que celui de la construction, pourtant crucial pour répondre à la crise du logement dans l'Arc lémanique. Au quotidien, les embouteillages sur l'autoroute retardent et compliquent non seulement le déplacement des équipes sur les chantiers, mais aussi la coordination des différents corps de métiers et le bon déroulement des travaux. De plus, la livraison de matériel subit des retards constants, perturbant ainsi l'ensemble des chaînes de production et créant des retards dans la livraison de nombreux objets immobiliers avec des conséquences certaines sur le renchérissement.

Les entreprises de construction actives dans la région de Nyon ne comptent plus les heures perdues à attendre dans les bouchons et les pertes financières occasionnées par les retards accumulés lors des trajets effectués sur l'A1. Au point que certaines entreprises vaudoises évitent autant que possible, voire renoncent même à se rendre à Genève pour leurs affaires. Cette situation n'est pas durable. A terme, les perturbations économiques risquent de paralyser une bonne part de l'économie lémanique avec des conséquences néfastes pour l'ensemble de la société mais nous pouvons encore agir en votant un grand OUI le 24 novembre prochain.













